

Edito

La RDC : le boom immobilier et la pauvreté

En RDC, le boom immobilier semble caché la misère indescriptible de la majorité des Congolais. Après des enquêtes approfondies, ce boom immobilier est attribué à une minorité congolaise, qui, à du mal à bien retracer les sources des revenus. Pourtant, les services compétents de l'Etat devaient s'intéresser à l'origine des avoirs des promoteurs des immeubles qui poussent comme des champignons. Politiques, hauts fonctionnaires de l'Etat, des étrangers, sont soupçonnés dans le blanchiment des capitaux. Des officiers militaires et de la Police, qui, logiquement par leurs soldes ne peuvent pas entreprendre des constructions aux coûts très élevés. Que dire de ceux qui sont cités dans les détournements, la corruption et autres pratiques illicites pour se faire de l'argent ? Bref, les services de l'Etat commis pour contrôler ne semblent pas bien faire leur travail. Pour preuve, le bâtiment de plusieurs niveaux, qui malheureusement s'est affaissé dans la commune de la Gombe, a été construit par un "fantôme" (selon les services de l'Urbanisme), sans remplir toutes les conditions requises. Conséquence, le propriétaire perdu énormément d'argent. Est-ce qu'une assurance était souscrite ? Qu'en est-il des normes urbanistiques ? Bref, le boom immobilier de Kinshasa en particulier ou de la RDC en général dans un désordre urbanistique organisé, nous conduit aux indices de la pauvreté. Les préposés de l'Etat affectés au contrôle dans différents domaines de la vie, de la nation sont loin d'être à l'abri des besoins. Ainsi, ils laissent faire sans se rendre compte qu'ils participent à enfoncer le pays dans le sous-développement dans la pauvreté. Cependant, il est difficile de faire accepter aux milliers de Congolais, qu'en se livrant à la corruption, vous participer à aggraver la pauvreté. Pourtant, la démonstration a été faite à divers niveaux de la vie. En scrutant certains domaines de la société congolaise, notamment le transport, l'augmentation de nombre des motos, sans aucune réglementation en la matière, on constate que la pauvreté a augmenté considérablement. L'absence de statistiques pour savoir notamment le nombre des chômeurs qui, se convertissent dans la conduite des motos taxis ou qui grossissent le rang des brigandages est un manquement grave de l'Etat congolais. Pour 2023, personne ne sait combien d'emplois ont été créés. L'Etat devait faire un effort pour donner les moyens à l'INS (Institut national des statistiques) pour nous produire les données statistiques, peuvent permettre aux dirigeants et autres agents économiques à prendre des décisions conséquences pour s'attaquer aux maux qui rongent le pays ou qui bloquent le développement. Avec toutes les richesses potentielles, il est possible de projeter le développement de la RDC, en s'appuyant sur des données fiables des domaines divers. Avec nos 80 millions de terres arables, nous sommes réellement un pays solution pour produire beaucoup de denrées pour notre autosuffisance alimentaire et pour l'exportation du surplus. Malheureusement, l'agriculture est restée priorité des priorités sur papier. Certaines initiatives dans ce secteur sont orientées selon le bon vouloir des dirigeants. Bref, en dépit du boom immobilier dont la plupart des maîtres d'œuvres ont du mal à justifier leurs avoirs, la pauvreté mentale, monétaire et j'en passe est encore perceptible au pays de Lumumba. Les bonnes politiques de financement et d'entrepreneuriat sont peut-être des pistes pour relever les défis. En attendant, inscrivons-nous à l'idée de la bonne gouvernance et de la culture des valeurs.

LRP

Clameur publique sans précédent sur la corruption des députés provinciaux par les candidats gouverneurs et sénateurs

L'action publique a posteriori des procureurs généraux très attendue

**Après quelques reports par rapport à son calendrier initial, la CENI a, enfin, organisé, le lundi 29 avril 2024, les élections, pour la première fois, couplées, des gouverneurs et vice-gouverneurs de province ainsi que des sénateurs, malheureusement émaillées des corruptions présumées*

(Lire en page 16)

Election du Bureau définitif de l'Assemblée Nationale

Les " Lieutenants " de FATSHI se partagent la part du lion

(Lire en page 4)

MIDEMA "Mama mobokoli



Optez pour la Bonne Farine!

Appel d'offre du secteur des hydrocarbures, la RDC court des risques

(Lire en page 6)

Annonces

*PADRIËR : AVIS D'ACQUISITION DES MOTOS.....P.5
*PADRIËR : AVIS D'ACQUISITION D'UN SERVICE DE GARDIENNAGE...P.7

English Issue

Opening remarks to press conference (P. 15) ahead of the closing United Nations civil society conference

Bombardement de Camps des réfugiés Mugunga

Le VPM Christophe Lutundula avertit l'Union européenne et l'Amérique experts.

Par Bibiche Mungungu
La République Démocratique du Congo a connu une tragédie le 3 mai dernier, le camp des réfugiés de Mugunga bombardé par l'armée Rwandaise faisant 35 morts des hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux. Plusieurs voix se sont élevées pour condamner cet acte criminel. Plusieurs pays partenaires de la RDC ont également condamné cette énième barbarie de l'armée rwandaise.

Le chef de la diplomatie congolaise, Christophe Lutundula Apala pen'Apala a réuni autour de lui les pays de l'union européenne, l'Amérique pour les remercier pour leur solidarité et leur amitié.

" Nous avons senti à travers vos mots que tout le monde veut des avancées vers la paix dans l'est de la RDC", a-t-il affirmé.

Le Vpm, ministre des Affaires Étrangères et Francophonie, Christophe Lutundula Apala pen'Apala est revenu sur le M.O.U que l'union européenne a signé avec le Rwanda.

A ce sujet, la RDC tient à questions liées à la Juste après, les diploma- une traçabilité des produits traçabilité, elle va proposer tes sur place ont réagi posi-



que le Rwanda va présenter à l'union européenne pour s'assurer que ce ne sont pas des produits frauduleux.

La RDC tient au partenariat avec l'union européenne, elle propose de mettre en place un comité conjoint qui aura pour mission d'étudier toutes les

éléments techniques, de mécanismes qui peuvent renforcer la confiance.

Le VPM a annoncé séance tenante qu'il venait de signer une demande officielle à l'union européenne pour la mise en place de ce comité conjoint qui sera composé des

vements à cette proposition du gouvernement congolais, celle de travailler ensemble pour la transparence. Ils ont promis de travailler en étroite collaboration avec l'équipe qui sera mise en place pour l'intérêt de la RDC.

Contentieux électoral à la Cour d'Appel de la Tshopo sur l'élection de Paulin Lendongolia comme gouverneur de province

Le candidat malheureux Patient Biselenge voudrait seulement voir le comportement des juges

L'un des vingt (20) candidats gouverneurs de la province de la Tshopo dont l'élection a eu lieu le lundi 29 avril 2024 à l'hémicycle de Kisangani, M. Patient Biselenge Bombali n'avait obtenu aucune voix (zéro voix) des 28 députés provinciaux ayant pris part au vote sur les 29 qui composent cet organe délibérant.

Qu'à cela ne tienne, cet avocat au Bureau de la Tshopo a introduit une requête en contestation des résultats auprès de la Cour d'Appel de la Tshopo faisant office de la Chambre d'appel.

Paradoxal que cela puisse paraître, le candidat indépendant malheureux au gouvernorat de la Tshopo est allé en contentieux électoral non pas pour avoir gain de cause devant l'élu du scrutin dès le premier tour du 29 avril dernier, à savoir M. Paulin Lendongolia Lebabonga (16 voix), étant lui-même crédité de zéro voix à l'instar de plusieurs autres de ses adversaires.

M. Patient Biselenge vou-

draît, par contre à travers sa requête, voir seulement le comportement des juges de la Cour d'Appel de la Tshopo dans ce contentieux électoral. Comment diront-ils le droit étant donné que les preuves de corruption des députés provinciaux, par les candidats gouverneur dans le cas d'espace, ont été bien documentées et existent ?

Ce à quoi penserait le requérant

Par rapport à la clameur publique sur la corruption lors du double scrutin du lundi 29 avril 2024, le procureur général près la Cour d'Appel de la Tshopo, M. Albert Lussumbe Lukete, avait déjà auparavant adressé une demande de réquisition au président de l'Assemblée provinciale de la Tshopo, M. Mateus Kanga Londimo, aux fins d'en obtenir l'autorisation. Sa démarche vise 14 députés provinciaux soupçonnés de tentative et/ ou de corruption.

" Dans une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, ces élus ont été filmés au moment où ils étaient en train

de négocier et de percevoir même des cadeaux, des pré-



sents voire des sommes d'argent leur versées par des candidats sénateurs et gouverneur de province ", avait écrit le procureur général près la Cour d'Appel de la Tshopo au speaker de l'organe délibérant de cette province.

Et de renchérir que ces présents sont perçus contre la promesse de leurs voix à l'élection indirectes qui pointent à l'horizon.

Par ailleurs, Albert Lussumbe Lukete avait écrit

au directeur de la société Vodacom, qui exploite le système de transfert de fonds M-Pesa, afin d'obtenir les identités des personnes qui auraient perçu des sommes d'argent entre le 1er mars jusqu' à ce jour et celles des personnes ayant effectué les transactions susvisées.

Il apparaît que, c'est ce à quoi penserait le requérant Patient Biselenge qui met la justice devant ses responsabilités dans ce contentieux électoral.

L'opinion se souviendra que le président de l'Assemblée provinciale de la Tshopo, M. Mateus Kanga Londimo avait promis de mettre sur pied une commission afin de statuer sur la demande du procureur général près de la Cour d'Appel de la Tshopo, à Kisangani. Cependant, les élections du gouverneur et du vice-gouverneur de la Tshopo ainsi que des sénateurs ont été organisées sans une suite à la réquisition de Lussumbe Lukete qui à l'action publique dans sa mission.

GIRIS

La Référence

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379
E-mail: reference_20ans@yahoo.fr
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général
André Ipakala Abeyi M.
0999923379

Directeur de la Publication
Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction
Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG
Eveline Badika
0829420241

Rédacteurs en Chef
Franck Mona K.(Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)
Secrétaires de Rédaction
Déo Mulima (0998405728)

Chefs de Rubriques
José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale
José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastase Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.
Grace Ngyke
Mireille Mpemba
Makinzolela Menayeto

English Issue
John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales
- **Bandundu** : Mayele
- **Kasaï – Oriental** :
- **Maniema** : Patrick Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene Djadi

- **Province Orientale** :
Gilbert Risasi
- **Sud – Kivu** :
Asani Abdalah
- **Haut-Katanga**

CIFINGA Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata
Service Technique

Anastase Mukawa Kimina
Génie Mulobo Mwadi
Administration

Janvier Band'Aka-Suro
Mireille Thansya
(0998540079; 0896154045)
Tina Ngindu

Finances & Vente
Jean-Pierre Mobiko
(+243815093722)
Pascaline Boyingandi
Gaby Lego
Fiston

Aimée Bwanga
Imprimerie
ILAREF

Le président Tshisekedi promet de décréter " une journée spéciale " pour commémorer les victimes de l'Est du pays

Le Président de la République Félix Tshisekedi s'est entretenu, samedi 11 mai 2024 à la Cité de l'Union



Africaine, avec une délégation des chefs coutumiers, leaders religieux et opérateurs économiques de la communauté Nande (Nord-Kivu).

La situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le bombardement du camp des déplacés de Mugunga à Goma et la question socio-humanitaire pour indemniser les victimes étaient au centre des échanges.

"Le Président Tshisekedi rassure qu'il est avec nous et continue de me-

ner des démarches pour que la paix revienne dans notre entité. Il a promis de décréter une journée spéciale pour

commémorer les victimes de l'Est en général et du Nord-Kivu en particulier", a dit Mgr Mohindo Isesomo, évêque du diocèse anglican

" Nous sommes venus présenter au Chef de l'État la situation critique que nous traversons dans l'Est, plus particulièrement au Nord-Kivu, caractérisée par des massacres, des viols, des kidnappings, etc ", a révélé Mgr Mohindo Isesomo, évêque du diocèse anglican du Nord-Kivu.

LRP

MIDEMA "Mama mobokoli

La réalisation d'une pizza délicieuse repose sur l'utilisation de la bonne base et de la bonne farine. Et choisir la farine spéciale pâtisserie de Midema garantit une pâte parfaite, légère et savoureuse pour vos pizzas faites maisons.

La qualité de la farine influence directement le goût et la texture de la croûte qui assure une base robuste et aérée, donnant à la pizza cette texture croustillante et moelleuse appréciée de tous les amateurs.

Les produits de Midema sont disponibles dans les supermarchés mais pour plus d'informations, veuillez nous contacter au :

+243 81 555 8000

#midema #midemardc #farine #farinespecialmidema #minoteriedematadi #farineyamboka #kinshasa #rdcongo #congokinshasa



Optez pour la Bonne Farine!

RDC : le cardinal Fridolin Ambongo soutenu par son Eglise et par l'Afrique

L'archevêque de Kinshasa est visé par une enquête judiciaire en République démocratique du Congo (RDC) pour des " propos séditeux ". L'agence catholique Fides a démenti, il y a trois semaines, que le cardinal

Fridolin Ambongo est aussi encouragé " à rester fidèle à ses messages prophétiques ". Deux jours avant, les évêques centrafricains lui avaient adressé leur soutien, en lui recommandant " la persévérance dans son en-



Le cardinal Fridolin Ambongo, le 1er février 2023. AFP - ARSENE MPIANA

ait accusé Kinshasa de soutenir les rebelles Hutus rwandais (FDLR). Mais le procureur général a quand même décidé, fin avril, d'ordonner l'enquête à son encontre. L'archevêque a reçu, ce week-end l'appui de son Église.

À l'archidiocèse de Kinshasa, aucune convocation du procureur général n'a été déposée contre le cardinal et l'archevêque de Kinshasa continue de bénéficier du soutien de son l'Église autant au niveau national qu'international.

Les évêques des pays d'Afrique l'Ouest estiment, dans leurs messages, qu'il est une vraie victime de " harcèlement et de traitements dégradants ". Ils l'encouragent par exemple à " tenir ferme face au défi sécuritaire persistant et à la mauvaise gouvernance " en RDC.

gagement pour la vérité " .

Le dossier est suivi de très près par le Vatican, le cardinal Fridolin Ambongo étant l'homme clé du dispositif du pape en Afrique, faisant partie du Conseil des cardinaux. Mais il est aussi le président des épiscopales d'Afrique et de Madagascar, depuis l'an dernier.

Suite à cette affaire touchant un haut dignitaire de l'Église romaine, la réaction la plus virulente a été celle du clergé de Kinshasa qualifiant l'action du procureur de " maladroite et honteuse initiative ", et d'ajouter que tout cela reflète une dérive dictatoriale visant à annihiler la liberté d'expression.

RFI/LRP

Kinshasa : sécurité rétablie au plateau de Bateke après la mise en déroute des miliciens " Mobondo "

La sécurité a été rétablie au plateau de Bateke dans l'est de Kinshasa en République démocratique du Congo, après le conflit inter-ethnique entre les communautés Teke et Yaka alimenté par les miliciens " Mobondo ", a indiqué le samedi 11 mai 2024 une source policière.

" Nous sommes venus nous rendre compte des événements qui se sont passés dans ce coin et du rétablissement de la sécurité après la mission qui avait été menée par les forces de l'ordre ", a-t-on lu dans un communiqué du commissaire divisionnaire Blaise Kilimbimba, commissaire provincial de la police de Kinshasa.

" Je voulais me rassurer que toutes les conditions de sécurité sont

désormais réunies pour permettre à la population de regagner son milieu habituel ", a-t-il indiqué à l'issue de sa visite de travail dans ce coin de la commune urbano-rurale de Maluku qui a été le théâtre de l'activisme d'une milice appelée Mobondo.

Cette milice est née du conflit inter-ethnique qui a sévi les provinces du Maï-Ndombe et du Kwilu entre les communautés Teke et Yaka.

Ce conflit a engendré des violences communautaires entre juin 2022 et mars 2023 dans le territoire de Kwamouth (Maï-Ndombe), faisant des centaines des morts après des cycles d'attaques et de représailles entre les peuples Teke et Yaka.

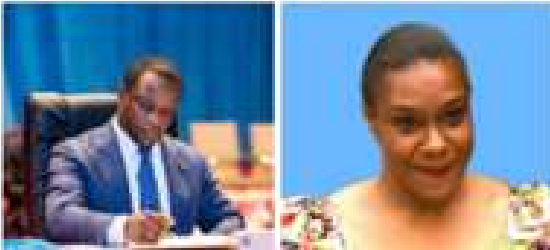
LRP

Election du Bureau définitif de l'Assemblée Nationale

Les " Lieutenants " de FATSHI se partagent la part du lion

Selon un communiqué publié la semaine passée par le bureau d'âge de l'Assemblée Nationale, l'élection

se fera, sa sœur, qui son propre enfant aux postes du Questeur et du Questeur adjoint. Ainsi, le ticket de l'Union sacrée se présente comme suit :



des membres du bureau définitif de la chambre basse du parlement congolais pourrait avoir lieu le samedi 18 Mai 2024, et ce, après plusieurs reports ayant même poussé certains élus du peuple mécontents à signer une pétition contre tous les membres du bureau d'âge dirigé par Christophe Mboso N'kodia Pwanga

En large de cette élection, les membres du présidium de l'Union sacrée de la nation s'étaient réunis vendredi 10 mai 2024 autour du Secrétaire général de l'Udps, Augustin Kabuya Tshilumba, pour désigner les autres membres devant briguer des postes aux côtés de Vital Kamerhe déjà désigné par cette méga plateforme présidentielle comme président du bureau définitif de l'Assemblée Nationale.

Au regard des noms des personnalités qui ont été proposées par le présidium de l'Union Sacrée à cet effet, l'opinion populaire estime que les " Lieutenants " du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi se sont tout simplement partagés la part du lion.

Loin d'être un partage de responsabilités comme avait confirmé un membre de cette plateforme politique, ils seraient plutôt leurs efforts qu'ils déploient lors de la campagne électorale pour la réélection de Félix Tshisekedi.

Pour s'en convaincre, chacun de ces personnalités politiques congolaises n'ont jamais proposé quelqu'un d'autre pour les différents postes au niveau de l'Assemblée Nationale. En effet, Kamerhe, Bemba, Mboso, Bahati, Kabuya..., après s'être regardés entre eux-mêmes, ils n'ont pas jeté leur dévolu sur un autre membre de leurs partis respectifs.

Si Christophe Mboso s'est pointé lui-même comme candidat au poste du deuxième vice-président, Jean-Pierre Bemba et Modeste Bahati qui n'ont jamais hésité un seul instant de choisir

qui, sa sœur, qui son propre enfant aux postes du Questeur et du Questeur adjoint. Ainsi, le ticket de l'Union sacrée se présente comme suit :

- Vital Kamerhe, candidat président de l'assemblée nationale ;

- Jean-Claude Tshilumbayi Musawu, candidat 1er vice-président de l'AN ;

- Christophe Mboso, candidat 2ème vice-président de

l'AN ;

- Jacques Ndjoli, candidat rapporteur de l'AN ;

- Serge Bahati Maygenda, candidat questeur de l'AN ;

- Caroline Bemba Wale, candidate questeur adjoint de l'AN.

Les mécontents crient au scandale !

Des Congolais qui avaient appris cette information par voie des réseaux sociaux ne sont pas restés bouches closes. Des réactions continuent de fuser de partout pour fustiger une certaine prise en otage des affaires politiques par un certain groupes d'hommes qui jouiraient d'une grande confiance de la part du chef de l'Etat.

" Pourquoi les mêmes, eux et leurs membres de familles pour de grandes nominations ? Pourquoi pas les autres qui sont également des membres de ces mêmes partis politiques ayant bataillé dur pour la victoire écrasante de Félix Tshisekedi ?

Là où le bât blesse, c'est de constater que certains regroupements politiques et certaines provinces du pays ne seront pas représentées dans ce bureau. Tel est par exemple le regroupement

conduit par Tony Shiko Kanku qui compterait plus de 100 députés nationaux et provinciaux. En termes d'espace géographique, l'on cite la Grande Orientale qui est zappée alors que le Grand Kivu et le Grand Equateur se sont emparés de deux postes chacun. Une situation déplorable qui met en mal la cohésion nationale tant souhaitée dans ce pays aux dimensions continentales.

Face à ce que d'aucuns qualifient comme un scandale, il importe que le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi s'implique d'une manière paternelle mais surtout autoritaire pour apaiser les esprits surchauffés de ceux qui se considèrent comme victimes de la mauvaise politique de certains membres de l'Union sacrée.

Quid des membres de l'équipe gouvernementale ?

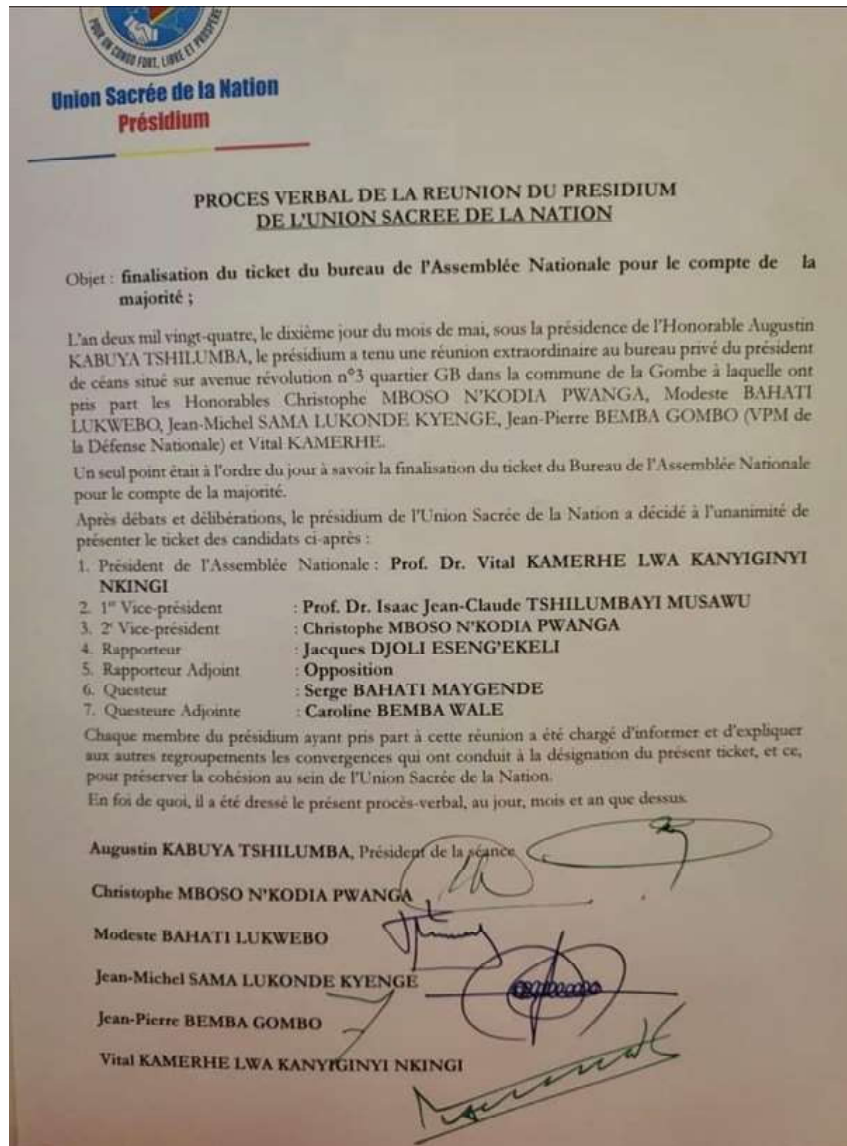
Il est connu que le Gouvernement Saminwa traîne pour être publié à cause des tractations entre madame le premier et les leaders de l'Union Sacrée. Les critères proposés par la

nouvelle cheffe du Gouvernement congolais ne semblent pas être du goût de ces leaders politiques. Dans l'opinion, on suspecte que ces derniers voudraient imposer au premier des noms de leurs membres de familles et de leurs proches. Ce qui risque d'être ainsi si Judith Suminwa n'est pas soutenue dans sa position par le Président de la République.

Décidemment, les hommes politiques de la République Démocratique ont du mal à se débarrasser des vieilles mentalités qui sont enracinées dans leurs esprits. Rares sont ces personnalités politiques qui aimeraient aider Félix Tshisekedi à relever de sa vision novatrice pour un Congo plus uni, plus fort et plus prospère.

Chaque jour, ce sont des millions de dollars qui partent en fumée alors que le pays se débat pour aller s'endetter auprès des institutions financières internationales.

LRP



••• Communication •••

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SECRETARIAT GENERAL A L'AGRICULTURE
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL INCLUSIF ET
RESILIENT



COORDINATIONS PROVINCIALES DU PROGRAMME
DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION
N°001/PADRIR-FIDA/UNCP/CN/05/2024

**ACQUISITION DE VINGT-SIX (26) MOTOS TOUT TERRAIN DESTINEES AUX
COORDINATIONS PROVINCIALES DU PADRIR**

Section I. Avis de Demande de Cotation

1. Cet Avis de Demande d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le journal la Référence plus, mediacongo.net et armp-rdc.org.
2. La République Démocratique du Congo a obtenu un financement du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), afin de financer le Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché d'acquisition des motos tout terrain pour les villes de Mbuji-Mayi et de Kindu.
3. Le Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient, PADRIR en sigle, invite, par le présent Avis de Demande d'Offres les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé et cacheté en vue de la fourniture des Motos.
4. Ce marché est en 2 lots, dont :
Lot 1 : Acquisition de 16 Motos tout terrain à livrer à Mbuji-Mayi ;
Lot 2 : Acquisition de 10 Motos tout terrain à livrer à Kindu.
5. Le processus se déroulera conformément aux procédures d'Appel d'Offres National (AON) décrites dans les Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets financés par le FIDA de Décembre 2019 ; tous les candidats des pays satisfaisant aux critères de provenance énoncés dans les Directives sont admis à soumissionner.
6. Les candidats intéressés remplissant les conditions requises peuvent obtenir un complément d'informations auprès de la Coordination Nationale du PADRIR uniquement par voie électronique aux adresses E-mail suivantes : uncp@padrir.org avec copie à pascal.kabongo@padrir.org et peuvent consulter le Dossier de Demande d'offres à l'adresse indiquée ci-dessous entre 9h00 et 16h00, heure locale de Kinshasa, ou par voie électronique aux adresses E-mail indiquées.
7. Les candidats intéressés peuvent acheter un jeu complet de documents de Demande d'offres rédigés en français, à l'adresse indiquée ci-après, moyennant versement d'un montant non remboursable de deux cent cinquante (250) dollars des Etats-Unis d'Amérique au relevé d'identité bancaire ci-après :

Code banque	Code guichet	Numéro de com te	Clé RIB	Domiciliation
00029	01001	01218930016 12	BANK OFAFRICA RDC	

IBAN : CD77 0002 9010 0100 1218 9300 1612 SWIFT : AFRICDKSXXX

Intitulé du compte en USD : MINFIN V/C PADRIR-DAO

Boulevard du 30 juin

Kinshasa/Gombe

République Démocratique du Congo (RDC)

8. Le dossier sera envoyé à la Coordination Nationale du PADRIR, contre présentation de la preuve de paiement, par courrier électronique aux soumissionnaires ne résidant pas à Kinshasa (une version papier sera également adressée, tenant lieu de version officielle faisant foi) ou remis en version papier à ceux qui se présenteront à l'adresse ci-dessous.

9. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 28 Mai 2024 à 14h00', heure locale de Kinshasa. Elles doivent être accompagnées d'une garantie d'offre de 2 % du montant de l'offre ou d'un montant équivalent en monnaie librement convertible. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées. Le délai de validité des offres doit être de quatre-vingt-dix (90) jours. Les plis seront ouverts en présence des représentants des Soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le 28 Mai 2024 à 14h30', heure locale de Kinshasa, à l'adresse indiquée ci-après :

Le Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR)

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
SECRETARIAT GENERAL DE L'AGRICULTURE
Croisement des avenues Batetela et le Boulevard du 30 Juin, Kinshasa/Gombe
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Tél. : (+243) 81 47 74 239 / (+243) 97 51 08 303, E-mail : uncp@padrir.org.

Fait à Kinshasa, le 10/05/2024

Damien-Joseph MUTEBA KALALA

Damien-Joseph MUTEBA KAI



RDC-USA : Washington se félicite du nouveau contrat d'achat et de traitement du Germanium

Les Etats-Unis d'Amérique, président du partenariat pour la sécurité des minéraux (MSP) se sont félicités

" En leur qualité de président du Partenariat pour la sécurité des minéraux (Mineral Security Partnership,

Congo (RDC), et la société belge Umicore, qui fait progresser la coopération dans ce domaine ", a-t-on lu

d'approvisionnement en minerais critiques, qui apportent des avantages économiques aux collectivités locales et aux pays d'origine, comme la RDC. Ainsi que l'ont souligné les responsables d'Umicore et de Gécamines, cet accord soutiendra également le recyclage durable et l'économie circulaire, développera de nouvelles compétences techniques et une expertise en RDC, et renforcera le rôle de Gécamines et de la RDC en tant qu'acteur important dans le traitement des minerais critiques.

Cet accord important, conclu grâce à une étroite collaboration avec les 15 partenaires du MSP, augmente considérablement l'offre mondiale de germanium, qui est utilisé dans les semi-conducteurs, les câbles optiques, les cellules solaires et bien d'autres produits. Le germanium traité renforcera à terme les chaînes d'approvisionnement des marchés américain, européen et japonais.

Par, il sied de relever que la RDC est victime de l'exploitation frauduleuse de ses minerais stratégique par le Rwanda à travers le groupe armé de M23 depuis près de 30 lui faisant perdre des recettes importantes.

Les minerais exploités sont exportés par le Rwanda qui ne les dispose pas dans son pays vers l'Europe et l'Amérique.

ACP / LRP



du nouveau contrat d'achat et de traitement du Germanium finalisé entre STL, une filiale de la Générale des carrières et des Mines en République démocratique du Congo et la société belge Umicore, a appris l'ACP vendredi 10 mai 2024 d'un communiqué.

MSP), les États-Unis d'Amérique et leurs partenaires du MSP se félicitent du nouveau contrat d'achat et de traitement du germanium finalisé entre la STL, une filiale de la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) en République démocratique du

dans le communiqué du Département d'Etat des États-Unis du 8 mai 2024

Selon ce communiqué, cette collaboration entre les partenaires du MSP et le secteur privé est une preuve puissante de la capacité du MSP à sécuriser et à diversifier les chaînes

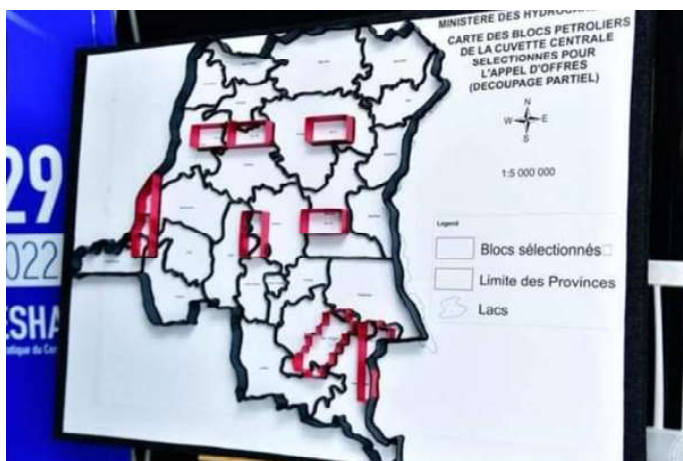
Appel d'offre du secteur des hydrocarbures, la RDC court des risques

Dans un rapport publié au début de la semaine, la coalition Le Congo n'est pas à vendre (CNPV) a analysé l'appel d'offres du secteur des hydrocarbures lancé en juillet 2022. Celui-ci concerne 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers. De ce fait, le CNPAV relève des risques pouvant conduire la RDC à l'endettement plutôt qu'à la maximisation des recettes. Ainsi, l'organisation propose les pistes d'améliorations.

En juillet 2022, le ministère des hydrocarbures a lancé cet appel d'offres en présence du président de la République. L'objectif est de booster l'économie du pays et de créer des milliers d'emplois à travers l'exploitation du pétrole et du gaz. Cependant, dans l'exécution du processus, le CNPAV a noté des signes inquiétants. C'est notamment le manque de transparence et de redevabilité, l'absence de données fiables sur le secteur, la violation des procédures légales, les violations des critères d'attribution et le manque de clarté relatif aux conditions et aux critères de sélection, enfin, l'incertitude sur la propriété et la disponibilité des blocs soumis à cet appel.

Face à toutes ces irrégularités, le

La RDC est-elle en retard ?



CNPV estime que le pays court le risque des dettes plutôt que de la maximisation des recettes. Ces risques sont liés aux violations de la procédure d'appel d'offres et à la non-viabilité à long terme du secteur pétrolier. Selon cette organisation, le monde est résolument engagé dans la transition énergétique. Celle-ci conduit l'humanité à passer de l'énergie fossile vers l'énergie renouvelable.

Pendant que la RDC est à la phase de recherche de potentiels investisseurs dans ce secteur compte tenu de ces enjeux mondiaux réels, à Dubaï, souligne CNPAV, la COP28 a marqué le début de la fin de l'ère des fossiles.

" Plusieurs leaders du monde financier qui fournissent régulièrement des assurances dans le secteur pétrolier ont déjà donné leurs positions. Ils indiquent que les blocs aux enchères

au Congo ne pourraient faire partie de leur portefeuille de clients. Ce qui crée le risque que les candidats gagnants exigent des garanties de rentabilité de la part de l'État congolais. Ceci, avec tous les risques d'endettement supplémentaires qui en découlent. En d'autres termes, la RDC cherche à développer des nouveaux champs pétroliers, une option en voie d'abandon au niveau mondial, pendant que les énergies fossiles sont en pleine phase du déclin "

Ainsi, le CNPAV recommande au gouvernement d'éviter les discours tendant à exagérer la valeur des blocs ou les retombées attendues de ce secteur. Car, ajoute-t-il, ce langage peut générer des attentes injustifiées au sein de la population congolaise d'un essor futur pour le moins incertain.

Il faut retenir que les blocs pétroliers faisant l'objet d'appels d'offres sont situés dans les trois zones à potentiel pétrolier. C'est entre autres, le bassin côtier, la cuvette centrale et les bassins de la branche Ouest du Rift Est Africain. Les blocs gaziers se trouvent dans le Lac Kivu, dans l'Est de la RDC.

MCP / LRP

••• Communication •••

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SECRETARIAT GENERAL A L'AGRICULTURE
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL INCLUSIF ET
RESILIENT



UNITE PROVINCIALE DE COORDINATION DU PROGRAMME
DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION
N°001/PADRIR-FIDA/UNCP/CN/05/2024

Demande d'offre de prix d'acquisition d'un service de gardiennage pour la sécurisation des bureaux de l'UNCP PADRIR à Kananga, Mbuji-Mayi et Kindu

I. Demande de Cotation (DC)

1. La République Démocratique du Congo a obtenu un financement du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), afin de financer le Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché d'acquisition de service de gardiennage pour la sécurisation des bureaux de l'UNCP-PADRIR dans les villes de Kananga, Mbuji-Mayi et Kindu.

2. Le Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient, PADRIR en sigle, invite, par la présente Demande de Cotation les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé et cacheté en vue de réaliser les services.

3. Ce marché est un lot unique pour l'ensemble des villes citées ci-haut.

4. Le processus se déroulera conformément aux procédures d'Achat National décrites dans les Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets financés par le FIDA de Décembre 2019 ; tous les candidats des pays satisfaisant aux critères de provenance énoncés dans les Directives sont admis à soumissionner.

5. Les candidats intéressés remplissant les conditions requises peuvent obtenir un complément d'informations auprès de la Coordination Nationale du PADRIR uniquement par voie électronique aux adresses E-mail suivantes : uncp@padrir.org et peuvent consulter le Dossier de Demande de Cotation (DC) à l'adresse indiquée ci-dessous entre 9h00 et 16h00, heure de Kinshasa, ou par voie électronique à l'adresse E-mail indiquée.

6. Les candidats intéressés peuvent acheter un jeu complet de documents de Demande de Cotation rédigés en français, à l'adresse indiquée ci-après, moyennant versement d'un montant non remboursable de cent cinquante (150) dollars des Etats-Unis d'Amérique au relevé d'identité bancaire ci-après :

Code banque	Code guichet	Numéro de com te	Clé RIB	Domiciliation
00029	01001	01218930016	12	BANK OF AFRICA RDC

IBAN : CD77 0002 9010 0100 1218 9300 1612 SWIFT : AFRICDKSXXX

Intitulé du compte en USD : MINFIN V/C PADRIR-DAO

Boulevard du 30 juin

Kinshasa/Gombe

République Démocratique du Congo (RDC)

7. Le dossier sera envoyé à la Coordination Nationale du PADRIR, contre présentation de la preuve de paiement, par courrier électronique aux soumissionnaires ne résidant pas à

Kinshasa (une version papier sera également adressée, tenant lieu de version officielle faisant foi) ou remis en version papier à ceux qui se présenteront à l'adresse ci-dessous.

8. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 27 Mai 2024 à 15h00', heure locale de Kinshasa. Elles doivent être accompagnées d'une garantie d'offre de 2 % du montant de l'offre ou d'un montant équivalent en monnaie librement convertible. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées. Le délai de validité des offres doit être de quatre-vingt-dix (60) jours. Les plis seront ouverts en présence des représentants des Soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture prévue le 27 Mai 2024 à 15h30', heure locale de Kinshasa, à l'adresse indiquée ci-après :

Le Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR)

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

SECRETARIAT GENERAL DE L'AGRICULTE

Croisement des avenue Batetela et le Boulevard du 30 Juin, Kinshasa/Gombe

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Tél. : (+243) 81 47 74 239 / (+243) 97 51 08 303

Fait à Kinshasa, le 10/05/2024

Damien-Joseph MUTEBA KALALA

Damien-Joseph MUTEBA KAI



Coordonnateur National

COMMUNIQUE INITIATIVE " I BELIEVE IN DRC "

En marge de la réélection du Chef de l'Etat et de nombreux Congolais aux élections législatives Nationales, Provinciales et des Conseillers communaux, l'initiative citoyenne " I believe in DRC , je crois à la RDC ", invite des élus à divers niveaux de venir se procurer pour leurs circonscriptions respectives : Tasses, T-shirts, Trainings aux motifs des 26 Provinces, 52 Villes et 145 Territoires pour témoigner de l'amour patriotique et l'attachement aux circonscriptions électorales.

Par ailleurs, la même offre est faite pour toute la population congolaise à acheter ces différents objets aux motifs de leurs entités comme preuve d'amour patriotique à cette marque protégée. Cette initiative poursuit trois objectifs à savoir: 1. Lutte contre la pauvreté par la promotion de la RDC, 2.Soutien indirect aux FARDC et 3.Stimuler la flamme d'amour de la patrie. Aussi, l'offre de l'initiative " I believe in RDC " ainsi lancée, servira de test pour identifier par un jury adhoc celles ou ceux qui aiment véritablement la République Démocratique du Congo.

Pour tous contacts : 0810127294 - 0999923379
Adresse provisoire : 291B, Av. Kasongo-Lunda, en
face de l'Académie des Beaux-Arts.

Incendie d'une partie de la concession de l'ONAPAC à Bukavu au Sud-Kivu

La société Pharmakina apporte son soutien aux victimes

Par Bibiche Mungungu

C'était aux environs de 11 heures Justes que le feu a brusquement surgit les bâtiments situés pile en face de Pharmakina et s'est rapidement intensifié comme les constructions étaient en bois. Alertés de l'incident, le Directeur général, Gurpeet Kang en compagnie du Directeur technique, Dr Martial Kanyonyo ont directement pris la décision d'engager la brigade anti-incendie de la Pharmakina, car le feu a pris une vitesse et s'est propagé sur tous les bâtiments logés dans l'enclos de l'ONAPAC qui a embrasé les stocks des vivres et non vivres des organisations internationales oeuvrant dans l'humanitaire en général et la sécurité alimentaire en particulier.

La brigade anti-incendie de la Pharmakina s'est déployée sur terrain en engageant son camion anti-incendie mais hélas le feu avait déjà entamé sa propagation sur deux grands bâtiments qui contenaient des stocks importants des vivres et non vivres

combustibles.

Face à cette situation, la vaillante



population de la Brasserie est venue à la rescousse de la brigade Pharmakina pour la fermeture de la circulation routière. Il était désormais impossible d'accéder à l'enclos d'ONAPAC pour lui apporter un soutien logistique supplémentaire et c'est précisément pour cette raison que l'armée et la police ont dû intervenir pour restaurer la circulation routière.

Entre Temps, la population a as-

sisté aux dégâts matériels des stocks de nourriture. Sur le lieu, il y avait des

entrepôts non encore entamés par les feux, l'idée du pillage a vite circulé dans leurs esprits et s'est consolidée au point de s'exprimer en revendication utile pour sauver le site.

C'est en tentant d'accéder de force aux entrepôts que les forces de l'ordre ont ouvert le feu et plusieurs balles ont été tirées sur les lieux le bilan de cette opération de riposte s'est soldé par le décès d'une personne.

Pendant ce temps, la brigade anti-incendie avait déjà réussi à éloigner la menace de la propagation des feux en direction de la Pharmakina et ainsi préserver son activité classique de produire de la quinine pour traiter le paludisme mais aussi d'éviter que l'incendie ne se propage sur les habitations longeant la concession.

C'est seulement vers 21h, que la brigade anti-incendie de la Pharmakina est parvenue à stopper la propagation des flammes sur les autres bâtiments de l'ONAPAC.

Durant toute la nuit, le feu a transformé tous les stocks combustibles en cendres mais sans produire des flammes. C'est au petit matin du 09 mai 2024 que la brigade est revenue sur les différents sites pour éteindre les feux résiduels sur le site.

Le bilan général de cet incendie et des pillages qui s'en sont suivies n'a pas encore été chiffré mais d'emblée il faut constater d'énormes pertes.

C'est la vraie version des faits, contrairement aux fausses rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux

Enlèvement et arrestation arbitraire

Des ONGDH réclament la libération du Commissaire Supérieur principal Mukamba Mukindula Michel en détention dans le cachot du camp Tshatshi

Dans un communiqué rendu public le vendredi 10 mai dernier, la Coalition des organisations de la société civile pour la démocratie et la justice en Afrique (CODJA), la Dynamique chrétienne pour la défense des droits humains et de l'environnement (DCDHE) et Société civile Forces Vives de la RDC (SCFV RDC) réclament la libération du Commissaire Supérieur principal Mukamba Mukindula Michel, en détention depuis le mardi 26 décembre 2023 dans le cachot des Services de Renseignement de la Garde Républicaine au camp Tshatshi, suite à un litige de contrat de bail l'opposant à son bailleur, Maître Perry Libota Malengisa, dans un appartement de l'immeuble "Hôtel du Pool" dans la commune de la Gombe.

D'après ces ONG de défense des droits de l'Homme, en septembre 2023, le litige a pris une allure infractionnelle en raison de la pression exercée par le bailleur Libota sur son locataire, le colonel Michel Mukamba.

"Ce dernier conditionnait la rupture du contrat de bail et la libération de l'appartement loué par la restitution de sa garantie locative et des loyers payés anticipativement, jusqu'à porter plainte contre son nouveau bailleur au PGI Kinshasa-Gombe sous RMP 4309/Pro21/MOK, en lui reprochant des faits délictueux relatifs à la coupe de l'eau et de l'électricité", peut-

on lire dans ce communiqué.

Et d'ajouter : "(...) Mardi, le 26 décembre 2023, la victime Mukamba



Michel a été enlevée vers 19h par les éléments en uniforme de la Garde Républicaine vers une destination inconnue et c'est après quelques jours que son fils aîné sera appelé au T2 pour aller récupérer ses effets et libé-

rer l'appartement loué espérant que la libération va se suivre mais curieusement sans succès malgré son état de

santé précaire, loin de son médecin et de ses médicaments approprié".

L'occasion faisant le larron, ces ONG saluent la disponibilité du vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, et de l'Auditeur Général Mili-

taire, qui, après avoir été saisis par le fils de la victime, ont réagi favorablement en suggérant que la victime devrait être transférée devant son juge naturel. Malheureusement, le dossier ne progresse pas en raison d'entraves à la justice.

Dénonçant l'enlèvement, la détention illégale, les actes de torture morale, ainsi que la violation du droit à la défense, ces ONG recommandent au Président de la République, Félix Tshisekedi, de se rappeler de sa promesse de campagne électorale de 2018 de promouvoir les droits de l'homme et de fermer tous les cachots clandestins non inspectés par le Ministère public, en s'impliquant personnellement pour la libération immédiate de cet officier supérieur ou de le transférer à son juge naturel. Elles recommandent également à l'Auditeur Militaire Supérieur de continuer à exercer pleinement l'action publique sur les militaires et les assimilés en demandant, par réquisition d'information, le dossier et la victime, et au Général, Commandant de la Garde Républicaine, de s'impliquer personnellement dans ce dossier qui semble ternir sa réputation d'un Officier général patriote et respectueux des droits de l'homme, afin que la victime soit libérée ou transférée à son juge compétent.

EI. B.

Conflit interethnique Mbole-Lengola dans la commune urbano-rurale de Lubunga, à Kisangani

Dans une lettre ouverte, les Femmes de la Tshopo demandent à Félix Tshisekedi de suspendre les activités de CAP-Congo Sarl

Au terme d'un séminaire sur le " *Leaderships féminin, la gestion et résolution pacifique des conflits dans la ville de Kisangani en province de la Tshopo* " organisé à leur intention par le Groupe de Travail sur la Décentralisation et les Elections (GTDE) avec l'appui de la Fondation Hannsseidel (FHS), du 29 au 30 avril 2024 au Centre Diocésain de Pastorale, les Femmes de la Tshopo ont adressé une Lettre ouverte au président de la République Démocratique du Congo, M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Ce, à propos du conflit interethnique entre les communautés Mbole et Lengola dans la commune urbano-rurale de Lubunga-qui est en administration parallèle avec le secteur des Lubuya-Bera.

Une quarantaine de Femmes des partis politiques et des organisations de la société civile signataires de

de la Tshopo, la ville de Kisangani autrefois une oasis de paix, connaît depuis le déclenchement de ce con-



Mgr Léonard Ndjadi reçoit la lettre ouverte des mains de Mme Margueritte Niki, femme politique, à la Procure des Missions. Photo Célestin Abedi

cette Lettre ouverte rappellent à l'intention du chef de l'Etat, que la ville de Kisangani en général, et la commune urbano-rurale de Lubunga en particulier, sont en proie, depuis plus d'une année, au conflit intercommunautaire entre les Mbole du territoire d'Opala et les Lengola de celui d'Ubundu, dont les victimes ne sont pas seulement les autochtones (originaires) de ces deux tribus qui vivent ensemble depuis des années,

flit intercommunautaire, un drame sans précédent. " Des tueries avec un mode opératoire haineux qui ne sont pas de la coutume de la province de la Tshopo, des viols des femmes et jeunes filles, des déplacements massifs internes des populations abandonnant tout pour être hébergées dans les sites de la Paroisse Sainte Marthe et du Camp Colonel Lukusa de la commune de Lubunga, deKonga-Konga de Kisangani et de la Paroisse



Le président Félix Tshisekedi, le destinataire de la lettre ouverte. Photo Droits Tiers

mais aussi les allochtones.

Selon ces Femmes de la province

Saint Gabriel de Simi-Simi dans la commune Makiso, ainsi que dans des

familles d'accueil ", écrivent ces femmes dans leur Lettre ouverte à Félix-Antoine Tshisekedi.

Elles ajoutent que ces déplacés internes vivent dans des conditions inhumaines et dégradantes et sont devenus des mendiants, les enfants sans scolarité, eux qui avaient leurs activités champêtres qu'ils ont abandonnées. L'on dénombre à ce jour près de 500 morts et 18000 déplacés internes.

CAP-Congo Sarl : cause du conflit

Quant à la cause de ce conflit, ces Femmes de la Tshopo ne vont pas par 4 chemins : " Tout porte à croire qu'il s'agit des 20 contrats d'occupation accordés par la gouverneure de la Tshopo sortante à la Compagnie Agropastorale du Congo (CAP-Congo Sarl) pour l'exploitation de 4000 hectares de concessions appartenant aux autochtones dans la périphérie de la commune de Lubunga. Cependant cette cession de terres aurait été faite en vice de procédure sans la consultation préalable des ayants-droits et en violation de la Loi foncière ", lit-on. Les Femmes signataires de cette Lettre ouverte au président de la République constate avec pincement au cœur et amertume que le conflit entre les deux communautés Mbole et

dant que des crimes odieux sont en train d'être commis dans la partie rurale de la commune de Lubunga, la société CAP-Congo Sarl continue sans désespérer des activités avec l'intention même de les étendre au-delà de la superficie ouverte par les contrats déjà dénoncés. Les autorités politiques impliquées font la sourde oreille aux multiples appels pour leur annulation en vue de reprendre les négociations en bonne et due formes en faveur du vivre ensemble harmonieux.

Suspendre les activités de CAP-Congo Sarl

Ceci étant, les Femmes de la Tshopo soulèvent la barre très haut : " Les Femmes de la Tshopo croient que vous êtes le dernier rempart à la solution à ce conflit sanglant en votre qualité de garant de la Nation afin de ne pas être accusé de non-assistance à des personnes en danger ou de complice de ce qui arrive à Kisangani, précisément dans l'hinterland de Lubunga. Raison pour laquelle elles vous demandent de suspendre les activités de CAP-Congo Sarl, de diligenter une enquête sur les commanditaires de ce conflit et d'interpeler ceux qui en sont cités et connus par la population ", concluent les Femmes de la Tshopo dans leur



Mgr Ndjate pose en famille avec les femmes signataires de la lettre ouverte des Missions. Photo Célestin Abedi

Lengola est pris à la légère par le gouvernement central : " Il nous semble que ce dossier est géré par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur sans en informer objectivement ni le Conseil des ministres, ni votre Haute Autorité ".

Au vu des éléments en possession des Femmes de la Tshopo, la présidence de la République n'est pas totalement étrangère à cette affaire. Elles en veulent pour preuve le fait que la sécurité de la société CAP-Congo Sarl est assurée par les militaires, notamment ceux de la Garde Républicaine (GR). C'est pourquoi, selon elles, pen-

Lettre ouverte au président de la RD Congo, M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, espérant que celle-ci aura des effets positifs.

Elles y ont par ailleurs décrié la montée en puissance de l'insécurité dans la ville de Kisangani.

La copie de cette lettre ouverte a déjà été déposée à Mgr Léonard Ndjadi Ndjate et à M. Mateus Kanga Londimo, respectivement évêque auxiliaire de l'Archidiocèse de Kisangani et président de l'Assemblée provinciale de la Tshopo. Les femmes continuent leur ronde.

GIRIS

Une maladie fatale dont l'incidence ne cesse d'augmenter au niveau mondial

Annuellement, le mois de Mai est consacré à la sensibilisation au cancer de la peau dont l'incidence ne cesse d'augmenter au niveau mondial, à en croire des spécialistes et cher-

- Sensibiliser et éduquer la population sur la prévention, le dépistage précoce et le traitement du cancer de la peau,
- Partager les connaissances et

les plus chaudes (entre 12h et 16h en France, heure d'été).

Et de faire attention à certaines pratiques au solaire tel que le bronzage en cabine. En France, informentils, l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail (ANSES) a recommandé de faire cesser l'exposition de la population aux UV artificiels à des fins esthétiques en raison du risque avéré de cancer de la peau.

La vente d'appareils de bronzage aux particuliers est interdite en France depuis le 26 janvier 2016 ; le bronzage en cabine reste autorisé avec une réglementation plus stricte.

Pour sensibiliser les plus jeunes, l'Institut National du Cancer a également créé pour les enfants de 5 à 10 ans : le cahier d'activité " 1, 2, 3... TOUS À L'OMBRE ! " dédié à la prévention du risque solaire et des cancers de la peau.

Et pour les enfants de 10 à 12 ans : le jeu vidéo " Cancer Fighter " qui délivre des messages de prévention pour éviter le développement des cancers, notamment celui de la peau.

Dépistage du cancer de la peau

S'il est détecté suffisamment tôt, le cancer de la peau peut se soigner, d'où l'importance du dépistage ! En plus de consultations annuelles chez un dermatologue, il est recommandé

de réaliser un auto-examen régulier de sa peau, surtout si vous êtes considéré comme une personne à risque.

Dans le cadre de sa campagne de prévention, Euromelanoma a également créé " Les signes du mélanome " .

Le mélanome est le type de cancer de la peau le moins fréquent alors qu'il est le plus dangereux.

Mais, des progrès ont été réalisés ces dernières décennies tant au niveau de la prévention du public qu'au niveau du diagnostic précoce

Albinisme et cancer de la peau en RDC

Le cancer de la peau est la première cause de la mortalité Chez les personnes atteintes d'albinisme en Afrique subsaharienne en général et en République Démocratique du Congo en particulier.

Le manque d'informations et l'ignorance des mesures de protection solaire à prendre sont parmi les principales facteurs favorisant cette maladie fatale chez ces êtres humains.

Il va de soi que l'état congolais s'implique pour permettre aux personnes atteintes d'albinisme de jouir pleinement de leurs droits à la santé en accédant aux soins de qualité et en bénéficiant des crèmes et des crèmes solaires de haute protection.

Philippe Dephill Lipo



cheurs en la matière.

En effet, le cancer de la peau est l'un des cancers les plus faciles à prévenir d'autant plus que les facteurs de risque sont bien connus.

De plus, il est visible et généralement repérable à un stade précoce en la faveur d'un auto-examen de sa peau.

Pour ce faire, des campagnes sont mises en place pour sensibiliser la population générale et mieux prévenir ce type de cancer à travers le monde.

Cette action consiste surtout à fournir à la population un certain nombre d'informations simples de prévention et de dépistage précoce. Aussi à proposer des examens de dépistage gratuits.

Les différents types de cancers de la peau

Il existe plusieurs types de cancers cutanés dont les 5 principaux sont :

- La kératose actinique,
- Le carcinome basocellulaire,
- Le carcinome spinocellulaire,
- Le carcinome de Merkel,
- Le mélanome.

Sur le continent européen, Euromelanoma créée en 1999 à l'initiative de 6 dermatologues belges, est une campagne qui agit à différents niveaux (public, scientifique et politique) pour :

régler de bonne pratique à la communauté scientifique,

- S'assurer de la reconnaissance et de la prise en charge des traitements par les systèmes de santé.

À ce jour, 39 pays - dont certains, comme le Canada, sont situés au-delà des frontières de l'Europe-ont rejoint cette campagne.

Chaque année, Euromelanoma crée un kit de campagne différent dans plusieurs langues pour sensibiliser le public à la prévention et au dépistage précoce du cancer de la peau dont le message est le suivant :

" Utilisez-vous une protection ? Il existe des moyens très simples pour profiter du soleil avec plus de sécurité. "

Prévention du cancer de la peau

Des dermatologues font état que l'exposition aux rayons ultraviolets (UV) est un facteur de risque majeur de développement d'un cancer de la peau.

Au point qu'il est très important de se protéger du soleil en adoptant des mesures de photoprotection adéquate : Porter un chapeau, des lunettes de soleil et des vêtements couvrants, en appliquer une protection solaire (crème, lait, etc.) ou en rester à l'ombre, notamment pendant les heures

"Ne M'oubliez Pas" "N'oubliez pas mes Enfants" Hommage aux oubliés de la



Franck NGYKE KANGUNDU

Assassiné le 03 novembre 2005 à Kinshasa

NE M'OUBLIEZ PAS !

À Nairobi, Guterres réitère son appel à mettre fin à la guerre à Gaza

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'adressant aux médias le 10 mai 2024 à Nairobi,

particulier les personnes vulnérables incapables de quitter les zones de combats actifs, comme les femmes



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'adressant aux médias le 10 mai 2024 à Nairobi, au Kenya, en marge de la Conférence des Nations Unies sur la société civile. Photo UNEP/Duncan Moore

au Kenya, en marge de la Conférence des Nations Unies sur la société civile.

Paix et sécurité

Alors que la situation à Rafah est " sur le fil du rasoir ", le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a de nouveau appelé vendredi Israël et les dirigeants du Hamas " à faire preuve de courage politique et à ne ménager aucun effort " pour parvenir à un accord visant à mettre fin à la guerre à Gaza et à libérer tous les otages.

S'exprimant lors d'une conférence de presse à Nairobi, au Kenya, il a averti que " le sort des Palestiniens et de la région tout entière est en jeu ".

Plus d'un million de Palestiniens sont entassés dans le gouvernorat de Rafah, dans le sud de Gaza, alors que les opérations militaires israéliennes se poursuivent dans toute la zone. Environ 110.000 personnes sont parties et se dirigent vers le nord.

" Une attaque terrestre massive à Rafah conduirait à un désastre humanitaire épique et mettrait fin à nos efforts pour soutenir la population alors que la famine menace ", a déclaré le chef de l'ONU.

L'ONU s'engage activement avec toutes les parties en faveur de la reprise de l'acheminement de l'aide vitale vers l'enclave, notamment du carburant désespérément nécessaire, via les points de passage de Rafah et Kerem Shalom.

Pendant ce temps, les principales installations médicales de Rafah pourraient bientôt devenir inaccessibles ou inutilisables, y compris le seul service de dialyse encore opérationnel à Gaza. En outre, les humanitaires dans le sud de l'enclave n'ont plus de tentes ni de stocks de nourriture.

Soulignant que le droit international humanitaire est sans équivoque, le Secrétaire général a déclaré que les civils doivent être protégés, en

ceintes, les enfants, les blessés, les malades, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Les " répercussions " en Cis-jordanie

Alors que " ce qui se passe à Gaza a de profondes répercussions en Cis-jordanie occupée ", le chef de l'ONU a également noté " la montée profondément inquiétante de la violence des colons, le recours excessif à la force par les forces de défense israéliennes, les démolitions et les expulsions " dans le territoire palestinien occupé.

" Tout cela témoigne de la nécessité pour la communauté internationale de parler d'une seule voix en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza, de la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et d'une augmentation massive de l'aide vitale ", a-t-il déclaré.

L'OIM et la Croix-Rouge du Kenya soutiennent les personnes déplacées



dans la région de la rivière Tana, au Kenya, en leur fournissant un abri et des articles ménagers essentiels.

Solidarité avec le Kenya

Le Secrétaire général s'adressait aux journalistes dans la capitale kenyane avant la clôture de la Conférence des Nations Unies sur la société civile qui s'est tenue cette semaine.

Exprimant sa solidarité avec la population, il a présenté ses plus sincères condoléances à ceux qui ont été affectés par les inondations dévastatrices dans le pays et ailleurs en Afrique de l'Est.

Il a déclaré que l'ONU continuerait à soutenir les efforts de secours du gouvernement.

Inquiétude pour le Soudan

M. Guterres a également abordé les conflits en Afrique qui " déchirent des vies et des communautés ". Il s'est dit particulièrement préoccupé par la guerre en cours au Soudan, où neuf millions de personnes ont fui leurs foyers et où la famine menace dans la région du Darfour.

De violents affrontements à El Fasher empêchent l'acheminement de l'aide, a-t-il déclaré, et une attaque contre la ville serait dévastatrice pour les civils.

Le chef de l'ONU s'est également dit très préoccupé par les informations faisant état d'une escalade de la violence dans les États du Nord et du Sud du Kordofan et d'Al Jazirah.

Il a exhorté toutes les parties à respecter le droit international humanitaire, à protéger les civils et à faciliter un accès humanitaire complet et sans restriction.

" En fin de compte, nous savons qu'il n'existe pas de solution militaire à ce conflit. Nous avons besoin d'un effort international urgent et coordonné pour mettre en place un processus politique susceptible de remettre le Soudan sur les rails ", a dit M. Guterres.

À cet égard, il a salué les mesures prises pour mettre fin au conflit, notamment les efforts du bloc est-africain IGAD, de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes, et les pourparlers tenus à Djeddah, en Arabie saoudite.

UN Nairobi

Participants réunis à l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur la société civile, qui se tient au Bureau des Nations Unies à Nairobi, au Kenya, du 9 au 10 mai 2024.

Salut à la société civile

Le Secrétaire général a participé à la Conférence des Nations Unies sur la société civile, qui s'est tenue ces deux derniers jours et a attiré quelque 1.500 participants.

Dans ses remarques lors de la cérémonie de clôture, il a remercié les représentants pour leur travail, soulignant qu'il a été témoin de l'énorme impact de la société civile aux quatre coins du monde.

Il a également reconnu que nombre d'entre eux travaillent au péril de leur vie. " Les militants pour le climat sont criminalisés et persécutés ; les défenseurs des droits humains sont menacés ; et des humanitaires tués ", a-t-il déclaré.

M. Guterres a exhorté la société civile à continuer de travailler avec l'ONU pour construire un monde meilleur dans un contexte de crises actuelles, notamment les conflits, le chaos climatique et les menaces au développement durable.

Même si ces défis exigent des solutions collectives, le système international actuel " n'est pas à la hauteur de la tâche ", a-t-il déclaré, soulignant la nécessité d'une réforme, notamment du système financier international " dysfonctionnel et injuste ". " Nous devons réformer et revitaliser le multilatéralisme afin qu'il reflète les réalités d'aujourd'hui et soit apte à relever les défis à venir ", a-t-il dit.

Sommet du Futur

Le Secrétaire général a souligné le Sommet du Futur, qui se tiendra au siège de l'ONU en septembre, comme " un moment clé pour faire avancer notre vision d'un multilatéralisme renouvelé ".

Parmi les objectifs figurent " dynamiser " le développement durable, débloquer des financements pour l'action climatique et le développement et faire progresser la réforme de l'architecture financière internationale.

D'autres domaines d'action incluent la prise en compte des générations futures dans la prise de décision d'aujourd'hui, la réduction de la fracture numérique, la priorité accordée à la prévention des conflits et la création d'un monde sans nucléaire.

Soudan : l'ONU s'alarme de l'intensification des combats à El Fasher

Depuis un peu plus d'un an, et le début de la guerre entre armée régulière du général Abdel Fattah al-Burhane et les Forces de soutien rapide du général Hemmedti, El Fasher, la plus grande ville du Darfour demeure aux mains de l'armée régulière. Mais les forces du général Hemmedti assiègent la cité depuis plusieurs semaines et des tirs à l'arme lourde sont signalés. Les Nations unies sont plus inquiètes que jamais.

Les craintes sont toujours plus vives au Soudan, au Darfour dans l'ouest du pays. Les provinces darfouraises sont largement contrôlées par les paramilitaires FSR du général Hemmedti. Si la plus grande ville du Darfour, El Fasher, demeure aux mains de l'armée du général Burhan et ses alliés, depuis des semaines, les FSR assiègent la cité, capitale de la province du Darfour-Nord. Il y a des escarmouches. Les FSR rasant des villages, et l'armée réplique en bombardant des zones où habitent des civils.

Des tirs à l'arme lourde

Les appels à mettre un terme au siège se sont multipliés ces dernières semaines mais ce dimanche,

l'ONU semble plus inquiète que jamais. Le secrétaire général des Na-



(archive) Destructons après des bombardements à El Fasher, capitale du Darfour-Nord, le 1er septembre 2023. AFP --

tions unies, Antonio Guterres, se dit " très inquiet ".

Son adjoint aux Affaires humanitaires s'alarme lui aussi sur le réseau social X : Martin Griffiths parle d'une intensification en cours des combats autour d'El Fasher. Mais c'est son envoyée au Soudan qui est la plus précise. La Camerounaise Clémentine Nkweta-Salami détaille des " tirs à l'arme lourde. Des attaques dans des zones densément peuplées dans le

centre et les alentours d'El Fasher ". Elles font " de nombreuses victimes

", dit la responsable onusienne. " Des civils blessés sont transportés d'urgence à l'hôpital d'El Fasher " tandis que d'autres " qui tentent de fuir sont pris au piège dans d'intenses combats ".

Clémentine Nkweta-Salami appelle " toutes les parties à épargner la ville " où habitent entre 800 000 et deux millions de personnes - les sources divergent car El Fasher a accueilli ces derniers mois de nombreux déplacés

internes fuyant les combats et les exactions à caractère ethnique qui meurtrissent l'ensemble des provinces du Darfour.

À El Fasher, les déplacés internes sont pour beaucoup des populations non-arabes. Les miliciens FSR, eux, sont recrutés en masse dans les tribus arabes. De nombreux experts et militants de la société civile soudanaise font part dans ce cadre de leur forte crainte d'un nouveau bain de sang, notamment au regard de ce qui s'est déroulé l'an dernier à El Geneina, une ville beaucoup plus petite, capitale du Darfour-Ouest.

Selon l'ONU, entre 10 000 et 15 000 Massalit ont été massacrés en juin 2023, dans la ville et sur les routes de leur fuite vers le Tchad tout proche, à 10 kilomètres à peine. Mais le Tchad est loin d'El Fasher et toutes les routes sont bloquées par les FSR, d'où l'immense inquiétude ce dimanche. Il faut souligner, toutefois, qu'on ne sait pas si cette intensification des combats est le début ou pas de cette offensive de grande ampleur sur la ville.

RFI/LRP

Le Burundi accuse le Rwanda d'être à l'origine de trois attaques à la grenade à Bujumbura

Lors d'un point de presse, samedi 11 mai, le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Burundi a accusé le voisin rwandais d'être à l'origine de

les autorités, elles font partie d'un réseau de déstabilisation du pays soutenu par l'étranger.

" Ces terroristes sont recrutés et



Le drapeau burundais en berne au-dessus du palais présidentiel, à Bujumbura, au Burundi. (archive de juin 2020).

trois attaques terroristes à la grenade à Bujumbura. Le dernier en date a eu lieu hier soir dans une gare routière en plein cœur de la ville. Le bilan est de 38 blessés dont cinq graves, tous évacués vers des centres de santé.

C'est d'une voix calme que le communicant du ministère burundais de l'Intérieur égraine la série d'attentats perpétrée à Bujumbura, au Burundi. Aux côtés de Pierre Nkurikiye, porte-parole du ministère de la Sécurité, se tiennent six personnes âgées de 28 à 56 ans, présentées à la presse.

Elles sont accusées d'être impliquées dans les jets de grenade qui ont frappé la capitale économique burundaise depuis le 25 avril. Selon

formés, équipés même en armement au Rwanda, par le Rwanda ", accuse le porte-parole du ministère de l'Intérieur qui appelle à la vigilance et à dénoncer toute personne suspecte.

Les autorités assurent également avoir déjà eu d'autres attentats à la grenade...

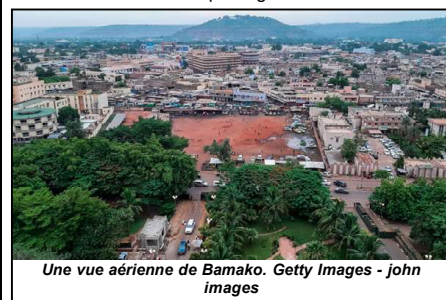
Ces accusations burundaises contre le Rwanda sont récurrentes ces derniers mois dans un contexte de fortes tensions sous-régionales. Kigali dément régulièrement toute implication et pointe le fait que des rebelles burundais attaquent le territoire du Burundi non pas à partir du Rwanda mais à partir du Sud-Kivu en RDC.

RFI/LRP

Des voix discordantes se font entendre après la fin du dialogue inter-Maliens

Vingt-quatre heures après le dialogue inter-Maliens, qui recommande notamment la prorogation de

politique malien et président d'un mouvement politique " suspendu comme d'autres d'activités " par la junte, explique : " Pour nous, le dialogue qui s'est fait au Mali a raté tout son sens. Nous n'avons pas été surpris de voir les résolutions qui en sont sorties. C'était juste un moyen pour les autorités de transition de se légitimer et de se maintenir au pouvoir. "



Une vue aérienne de Bamako. Getty Images - john images

" On va se battre pour la démocratie "

la durée de la transition de deux à cinq ans, ainsi que la candidature du colonel Assimi Goïta à la prochaine présidentielle, des voix discordantes se font entendre. Une frange de la classe politique, de la société civile et des groupes armés du nord du Mali, qui n'ont pas participé au dialogue, estiment que la rencontre n'avait finalement pour but que de renforcer le pouvoir des militaires.

Plusieurs dizaines d'associations et de partis politiques estiment qu'avec ses deux recommandations phares - la prorogation de la durée de la transition de deux à cinq ans et la candidature du chef de la junte à la prochaine présidentielle -, le dialogue inter-Maliens n'a pas du tout atteint son objectif de réconcilier les citoyens du Mali.

Youssouf Daba Diawara, leader

Face à cette situation, les démocrates maliens, ajoute-t-il, ne vont pas rester les bras croisés. " On est en train de se préparer. On va se battre pour la démocratie et pour cela, nous allons mener des actions. Nous pensons que seules les actions pourront faire bouger les lignes et sortir le pays de cette situation que nous connaissons. "

De leur côté, les rebelles du nord du Mali réunis au sein du Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA) affirment que la rencontre qui s'est tenue est " un non-événement ". Le problème de la réconciliation nationale au Mali " demeure entier ", ajoute un responsable de ce mouvement armé.

RFI/LRP

Foot - Coupe du Congo : les clubs engagés à la 58^e édition fixés sur leurs adversaires

Les 30 équipes concernées par la 58^e édition de la Coupe du Congo de football, lancée sous un nouveau format, connaissent désormais leurs adversaires pour le premier tour, soit les 16^e de finale. Le tirage au sort a eu lieu, ce mercredi 08 mai 2024, au siège de la Fédération congolaise de football association (FECOFA) à Kinshasa.

Ce tournoi, d'après la FECOFA, va se jouer en confrontation directe, soit en manche unique.

Organisée sous le haut patronage du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, cette Coupe du Congo est placée sous le thème : " Le football uni la nation ". Cela en hommage aux congolais, victimes de la guerre dans l'Est de la RD-Congo.

Et dans cet élan de solidarité, deux équipes de l'Est du pays ont spécialement été invitées par la FECOFA pour

participer à ce tournoi. Il s'agit de FC Kivu).



Tempête (Ituri) et Beni Sport (Nord-

Le DCMP de Kinshasa, tenant du

titre, a été exempté du premier tour. Sauf changement, cette compétition va démarrer le dimanche 19 mai prochain.

Voici le tirage complet des 16^e de finale :

- As Vita Club - As Fandja
- TP Mazembe - Nouvelle vie Bomoko
- Sanga Balende - FC Tempête
- OC Bukavu Dawa vs FC Mabanga
- FC MK - As Béni Union
- OC Renaissance - As Malebo
- Saint Luc - TP Clinique
- DC Virunga - As Kamayi
- As Vutuka - FC Umoja
- Fc les Aigles du Congo - Beni Sport
- FC Celeste - CS Imana
- As Simba - FC Tshikas
- As Veti - Espérance Uele
- FC Tanganyika - FC Ajeki

LRP

Finale retour de la Ligue des champions de la CAF : Jean-Jacques Ndala aux commandes du match Al Ahly contre l'Espérance de Tunis

Après avoir officié la finale de l'African Football League avec brio, le Congolais (de Kinshasa) Jean-Jacques Ndala a été choisi pour arbitrer la finale retour de la Ligue des

compatriotes, Mokrane Gourari et Abbas Akram Zerhouni. L'arbitre VAR sera le Mauritanien Dahane Beida. Le match se jouera le 18 mai.

Jean-Jacques Ndala a déjà fait par-



Jean-Jacques Ndala

champions de la Confédération africaine de football (CAF). Le 25 mai prochain, au Caire en Égypte, il dirigera le choc entre Al Ahly et l'Espérance de Tunis. Cette désignation témoigne de la confiance que la CAF accorde au sifflet congolais pour son expertise et sa compétence.

Pour cette finale tant attendue, Jean-Jacques Ndala pourra compter sur l'assistance de Souru Phatsoane de Lesotho et Seydou Tiama du Burkina Faso. L'Algérien Lahlou Ben Brahem sera à la VAR.

Bien que la finale retour soit un moment de consécration pour Jean-Jacques Ndala, la CAF a désigné l'Algérien Mustapha Ghorbal, pour officier la finale aller. Il sera secondé par ses

ler de lui lors de la Coupe du monde des clubs 2023, où il était le seul arbitre central africain retenu pour officier. Bien qu'il ait manqué de peu pour être retenu pour la dernière Coupe du monde de football au Qatar, son parcours remarquable et son professionnalisme font de lui l'un des arbitres les plus prometteurs du continent africain.

Quoi qu'il en soit, que ce soit sur la scène africaine ou internationale, Jean-Jacques Ndala continue de gravir les échelons de l'arbitrage avec succès. Son parcours illustre la diversité et le talent présents sur le continent africain, et laisse entrevoir un avenir prometteur pour l'arbitrage congolais.

LRP

Ligue des champions : le Real Madrid évite le piège du Bayern et file en finale

Les hommes de Carlo Ancelotti ont renversé le match, le mercredi 8 mai 2024 à Madrid, en huitième de fi-

Les Munichois ont longtemps fait le dos rond face aux assauts madrilènes, avant de marquer, mais c'est fi-



La rage de l'attaquant espagnol du Real Madrid, Joselu, auteur d'un doublé mercredi 8 mai 2024 contre le Bayern Munich à Santiago Bernabeu. AFP - THOMAS COEX

nale retour de Ligue des champions. Ils s'imposent sur un score de 2-1 face aux Bavarois de Thomas Tuchel, dans ce grand classique revisité du football européen (2-2 au match aller à Munich). Le Real tient sa finale contre Dortmund. Et c'est une année blanche pour le Bayern.

Mené 1-0 à la 88e minute, après l'ouverture du score de Davies à la 68e, le Real Madrid a finalement battu le Bayern dans son antre du stade Santiago Bernabeu, et ce sans passer par la case prolongations.

nalement sur une erreur de leur portier Manuel Neuer, impérial jusque-là, que Joselu a redonné espoir au club de la capitale espagnole (88e).

Et d'inscrire finalement un doublé de dernière minute (90e+1), propulsant la Maison Blanche, en finale. Les Madrilènes affronteront à Wembley, le 1er juin prochain, le club de Dortmund, qui a éliminé le PSG mardi sur un score de 1 but à l'aller comme au retour.

LRP

La Référence Plus

L'Info qui libère

Opening remarks to press conference ahead of the closing United Nations civil society conference

Nairobi, 10 May 2024

Dear members of the media, it is a pleasure to be back in Nairobi.



Kenya is a critical partner of the United Nations, a powerful force on the global stage, and a pioneer of peace regionally and internationally.

I am particularly grateful to Kenya for agreeing to lead international efforts to quell the violence in Haiti.

But this visit comes at a very difficult time for the country.

I extend my deepest condolences to all those affected by the devastating floods that have swept through Kenya and neighbouring countries.

The United Nations stands in solidarity with the Kenyan people.

And we will continue working hand-in-hand to support government relief efforts in any way that we can.

Dear members of the media,

I am here for the United Nations' Civil Society Conference, focussed on September's Summit of the Future in New York.

Civil society is central to the Summit's aims: advancing sustainable development; unlocking finance; and reshaping multilateralism for the 21st century.

I am delighted by the diverse participation at this conference, including many young people and representatives from African countries.

Their contribution is vital.

Because our world is facing multiple crises.

And Africa is suffering - disproportionately.

This continent is being blasted by extreme weather, turbocharged by a climate crisis it has done next to nothing to create: From lethal floods in the East, to deadly droughts in the South.

Africa could be a renewables giant.

It is home to thirty percent of the minerals critical to renewables, and sixty percent of the world's best solar resources.

Yet, in this unfair world, in recent decades, it received just two percent of the investments in renewables.

And too often, countries and communities with critical energy transition minerals are exploited, and relegated to the bottom of the value chain. Others take the profits

somewhere else.

The United Nations is fighting for climate justice:

Our new Panel on Critical Energy Transition Minerals - co-chaired by Ambassador Nozipho Joyce Mxakato-Diseko of South Africa - will develop voluntary principles to ensure developing countries receive maximum benefit.

We are calling for developed countries to honour their promises on climate finance - including funding to help countries prepare for the worst of climate chaos;

For significant contributions to the new Loss and Damage Fund;

For action to reform the multilateral development banks so that finance flows to climate action;

And for the G20 to lead efforts to slash emissions and accelerate a just global phase-out of fossil fuels.

I ask African leaders to support these efforts.

And I urge all governments to create ambitious new national climate plans by next year.

Plans that drive sustainable development, attract investment, and align with limiting global temperature rise to 1.5 degrees Celsius to avoid the

worst of climate chaos.

Africa's fate rests on meeting that limit.

Dear members of the media,

Conflicts are raging around the world, causing enormous pain and suffering.

The fate of Palestinians, Israelis and the entire region hangs in the balance. I reiterate my appeal for the Government of Israel and the leadership of Hamas to demonstrate political cou-

rage and spare no effort to reach agreement to stop the bloodshed - and to free the hostages.

The situation in Rafah is on a knife's edge, as airstrikes continue throughout southern Gaza. Over one million Palestinians, half of whom are children, have crowded in the Rafah Governate for shelter.

We are actively engaging with all involved for the resumption of the entry of life-saving supplies - including desperately needed fuel - through the Rafah and Kerem Shalom crossings.

Meanwhile, our health partners tell us that all the key medical facilities in Rafah could soon become inaccessible or inoperable - including the only dialysis department still operating in Gaza.

Around 100,000 Palestinians are moving north from Rafah, yet humanitarian partners have no tents or food stores left in south Gaza.

A massive ground attack in Rafah would lead to an epic humanitarian disaster and pull the plug on our efforts to support people as famine looms.

International humanitarian law is unequivocal: civilians must be protected.

In particular, vulnerable people unable to relocate from active fighting must be protected wherever they seek shelter - pregnant women, children, the injured, the sick, and older people, and people with disabilities.

International humanitarian law is a must. It must be respected by all parties.

And, of course, what happens in Gaza has profound repercussions in the occupied West Bank, where we see a deeply disturbing spike in

settler violence, excessive use of force by the Israeli Defense Force, demolitions and evictions.

All of this speaks to the need for the international community to speak with one voice for an immediate humanitarian ceasefire in Gaza, the immediate and unconditional release of all hostages, and a massive surge in life-saving aid.

Dear members of the media,

The conflicts raging on African continent are tearing lives and communities apart.

The United Nations fully supports the African Union's work to silence the guns.

We are ready to cooperate and mobilise the international community to support peace from the Sahel, to the Horn of Africa, the Great Lakes and beyond.

I am particularly concerned about the ongoing war in Sudan where we are witnessing indiscriminate attacks against civilians, grotesque sexual violence against women and girls, and humanitarian aid blocked, attacked, and killed.

Close to nine million people have fled their homes.

And the World Food Programme warns that the window of time to prevent starvation in Darfur is closing rapidly.

Violent clashes in El Fasher are preventing aid getting through.

An attack on the city would have devastating consequences for civilians. And would likely see the conflict tear across Darfur.

I am also very concerned by reports of escalating violence in North and South Kordofan and Al Jazirah States.

I call on all parties to abide by international humanitarian law, protect civilians, and facilitate full and unrestricted humanitarian access.

Ultimately, we know that there is no military solution to this conflict.

We need an urgent, coordinated international effort to deliver a political process that can get Sudan back on track.

I welcome the steps taken to end the conflict in including efforts by the Intergovernmental Authority on Development -IGAD-, the African Union, the League of Arab States, and through the Jeddah process.

The United Nations - particularly my Personal Envoy, Ramtane Lamamra - will continue working closely with all parties to advance coordinated efforts towards an inclusive and lasting peace:

A peace spearheaded by the region, and owned by the Sudanese people.

And I call on all countries to use their influence to get the warring parties to the negotiating table.

Members of the media,

The crises we face demand international solutions.

The United Nations will never stop fighting to deliver - for Africa and for all humanity.

And I thank you.

Office of the Spokesperson for the Secretary-General United Nations

Clameur publique sans précédent sur la corruption des députés provinciaux par les candidats gouverneurs et sénateurs

L'action publique a posteriori des procureurs généraux très attendue

Au terme de ce double scrutin, 24 des 26 provinces de la République Démocratique du Congo (RDC) ont provisoirement leurs chefs des exécutifs et leurs vices de même que leurs représentants à la Chambre haute du Parlement, en attendant la publication des résultats définitifs par les Cours d'Appel, pour l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs, et la Cour constitutionnelle, pour celle des sénateurs, après les recours en contestation des résultats par les partis et regroupements politiques ainsi que les candidats indépendants.



Firmin Mvonde, PG près de la Cour de cassation.

Ces élections au second degré étaient, par le passé, émaillées de corruption des députés provinciaux par les candidats gouverneurs et vice-gouverneurs et sénateurs. Elles étaient dénommées mais sans aucun effet. Cette fois, les alertes s'étaient intensifiées et au maximum. Les organisations de la société civile, notamment, se sont mis en branle pour documenter et alerter sur tous les présumés cas de corruption, à telle enseigne que les bruits ont atteint les oreilles du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le chef de l'Etat ne s'était pas empêché d'inviter la ministre d'Etat, ministre de la Justice et garde des Sceaux, Mme Rose Mutombo Kiese au sujet du comportement des différents députés provinciaux qui monnaient leurs voix auprès des candidats sénateurs et gouverneurs.

Appel à l'attention des procureurs généraux

En sa qualité de garant du bon fonctionnement des institutions, le chef de l'Etat avait demandé à sa ministre de tutelle qu'il avait reçue en audience le 13 mars, d'échanger avec le Procureur général près la Cour de cassation pour qu'il puisse attirer l'attention des différents procureurs gé-

néraux sur tous ces bruits de corruption.

" Cela doit s'arrêter. On ne peut pas

continuer à accepter une telle corruption à ciel ouvert. Il faut qu'il y ait des sanctions sévères pour tout celui qui sera attrapé en train de monnayer sa voix ", avait déclaré Rose Mutombo au sortir de son audience avec le président de la République. Et d'ajouter que celui qui sera arrêté ne pourra que tirer les conséquences de son comportement.

Mission accomplie du n°1 de la Justice auprès du Procureur général près la Cour de cassation telle que lui confiée par le Magistrat suprême. M. Firmin Mvonde Mambu s'était à son tour exécuté. Les procureurs généraux près les Cours d'Appel de Kinshasa et des provinces avaient été instruits par leur chef hiérarchique direct afin d'investiguer sur les indices avérés de corruption en prévision des élections au second degré des gouverneurs et vice-gouverneurs de province ainsi que des sénateurs les appelant à réprimer fermement toute infraction de corruption.

" Les Procureurs généraux doivent s'activer à contrer ces habitudes rétrogrades, a priori lors du déroulement desdits scrutins et a posteriori pour mettre l'action publique en mouvement pour des cas de corruption suspectés ou avérés ", avait écrit Firmin Mvonde dans sa correspondance adressée aux procureurs généraux près les Cours d'Appel.

Têtes baissées dans l'antivaleur

Malgré cette alerte du président de la République relayée, chacun en ce qui le concerne, par la ministre d'Etat ayant la Justice dans ses attributions, le Procureur général près la Cour de cassation et les procureurs généraux, certains grands électeurs, d'un côté, et certains prétendants aux gouverno-

rats et Sénat de l'autre, fondaient, têtes baissées, dans cette antivaleur qu'est la corruption.

A en croire des alertes qui tombaient à la Rédaction centrale de La Référence Plus, bien des procureurs généraux près les Cours d'Appel de Kinshasa et des provinces n'avaient pas dormi sur leurs lauriers. Ils s'étaient mis au travail. Avec l'appui des organisations de la société civile et autres lanceurs d'alertes, ceux-là qui détiennent l'action publique disposeraient des preuves tangibles de corruption entre certains candidats gouverneurs et sénateurs et certains députés provinciaux.

Comme si tout cela ne suffisait pas, pendant la campagne électorale du 25 au 27 avril 2024, corrompre et être corrompu aux élections indirectes couplées avaient pris une dimension normale. Des montants astronomiques et des jeeps 4X4, de 4 cylindres notamment, étaient les appâts utilisés par les corrupteurs vis-à-vis des corrompus. Certains s'en vantaient même sur la place publique comme s'ils parlaient en parabole qui ne peut être comprise que par des gens doués d'une certaine intelligence. D'aucuns estimaient que les procureurs généraux en sont du nombre et ont la faculté de détecter la corruption cachée dans un tel langage.

Candidat sénateur au Sud-Kivu, le professeur Saint Augustin Mwendambali, directeur général de l'Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Ethique Professionnelle (OSCEP) affirme avoir été abasourdi par les scènes de corruption qu'il a vécues à Bukavu. Il promet d'écrire un module car lui-même a été sollicité pour faire comme les autres,



c'est-à-dire corrompre afin d'être élu.

Les échos en provenance des différentes provinces où la CENI a organisé ce double scrutin indirect démontrent que l'élection de certains candidats aux sénatoriales est bel et bien le fruit de la corruption. Dans la mesure où certains n'ont même pas présenté leurs discours de propagande devant les élus du peuple sur base desquels ils devaient être élus. C'est une preuve que M-

Pesa, Orange Money, Airtel Money, Afri Money, les agences de transfert d'argent et les comptes bancaires ont merveilleusement fonctionné.

Le travail des PG peut commencer

Les élections sont bien attendues passées. Elles ont fait des contents et des mécontents. Cependant, au vu du degré très élevé de la clameur publique et des preuves avérées de corruption disponibles, la population attend la mise en mouvement a posteriori de l'action publique des procureurs généraux près les Cours d'Appel de Kinshasa et des provinces.

Pendant que les autres structures parmi lesquelles la CENI et les Bureaux définitifs des Assemblées provinciales ont terminé leur travail, les procureurs généraux devraient commencer ou continuer le leur. Au finish, le souverain primaire congolais voudrait voir des candidats et grands électeurs convaincus de corruption être sanctionnés de façon exemplaire, c'est-à-dire l'invalidation des mandats et l'annulation de certaines élections. Ceci afin que cette antivaleur qu'est l'achat et la vente des voix ne soit plus un modèle à suivre.

Si non, pourquoi rebatte les oreilles des Congolais et Congolaises avec le slogan tel que " la lutte contre la corruption et d'autres antivaleurs " qui tirent la RD Congo par le bas ? Si non autant laisser les gens corrompre et être corrompus, détourner (voler) les deniers publics, etc. comme ils veulent.

La décision prise par l'Assemblée plénière de la CENI d'annuler les votes de certains candidats lors des élections générales de décembre 2023 est une forte alerte. Prochainement, des gens ne s'hasarderaient plus à détenir illégalement, confisquer, détourner, voler... les dispositifs électroniques de vote (DEV), ces fameuses machines à voter, comme ils avaient la sale habitude depuis le cycle électoral de 2018.

Voilà pourquoi les voix s'élèvent de plus en plus

pour exiger que les élections indirectes soient supprimées pour être remplacées par le suffrage universel direct où le souverain primaire est directement consulté pour se choisir ses sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs, maires et maires adjoints, bourgmestres et bourgmestres adjoints, chefs de secteur et de chefferie ainsi que leurs adjoints.

LRP